

de relancer la croissance dans les pays en développement emprunteurs - et la nécessité de préserver l'approche actuelle « pays par pays ». Son intervention a permis de gagner du temps. Elle a aussi donné un certain élan aux négociations sur l'endettement international, à un moment où les pourparlers individuels s'étaient enlisés dans un climat d'incertitude et de récrimination.

## Les réactions au Plan Baker

Malgré la satisfaction que cette nouvelle approche du gouvernement américain a suscitée dans les milieux officiels internationaux, et notamment la reconnaissance par les États-Unis de l'existence de problèmes plus globaux, plusieurs aspects des propositions du secrétaire Baker ont été critiqués devant le Comité. En s'attachant avant tout au cas des pays qui étaient les principaux débiteurs des États-Unis, le plan Baker sous-estimait les répercussions financières globales de la dette du Tiers monde. La liste de 15 pays emprunteurs\* dressée par les États-Unis n'avait pas été considérée comme définitive par les autres pays, le FMI ou la Banque mondiale. Les banquiers canadiens avaient dit au Comité qu'ils auraient ajouté à cette liste d'autres pays dont les dettes touchaient plus directement les banques canadiennes. Quoi qu'il en soit, deux autres pays — la Jamaïque et le Costa Rica — sont venus depuis s'ajouter à cette liste. De plus, les calculs du gouvernement américain ont été effectués avant l'effondrement des prix du pétrole survenu à la fin de 1985 et ils sous-estiment donc l'importance du problème pour les pays exportateurs de pétrole, comme le Mexique. Les estimations de la Banque mondiale relatives aux emprunts nets nécessaires pour assurer une croissance économique modeste, ne fut-ce que dans les 15 pays retenus par M. Baker, révélaient clairement l'insuffisance des propositions de financement américaines. Dans leurs discussions avec le Comité, les banquiers canadiens ont en outre laissé entendre que les données américaines étaient fondées sur des évaluations conservatrices, surtout parce que le Mexique en particulier avait besoin de très importantes sommes d'argent. Ils ont également souligné que dorénavant, les banques ne consentiraient de nouveaux prêts qu'après une étude de la solvabilité de chacun des pays emprunteurs pris individuellement. Le Plan Baker, de conclure un banquier canadien, ne comportait aucune nouvelle dimension susceptible de provoquer un déblocage « volontaire » des 20 milliards de dollars en nouveaux prêts bancaires proposés.

Par ailleurs, certains pays emprunteurs se sont montrés sceptiques face à ce plan. En décembre 1985, par exemple, le Groupe de Carthagène concluait que « la proposition Baker était inadéquate . . . puisque la somme des ressources envisagées était loin d'être suffisante pour permettre aux pays emprunteurs d'honorer leurs engagements à l'égard de leurs créditeurs et de soutenir en même temps leur rythme de croissance ». Selon eux, en mettant l'accent sur les dettes contractées à l'égard des banques commerciales, le plan Baker minimisait l'état réel de nombreux autres pays emprunteurs dont les dettes publiques étaient beaucoup plus importantes. Enfin, même si dans sa proposition, le secrétaire au Trésor américain parlait des gouvernements créditeurs comme de participants, il ne leur demandait aucun engagement et ne leur attribuait aucun rôle défini dans la

---

\* Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Côte-d'Ivoire, Équateur, Maroc, Mexique, Nigéria, Pérou, Philippines, Uruguay, Venezuela et Yougoslavie.